

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 1088

[C - 2009/29127]

12 DECEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant modification du régime pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII en exécution du protocole n° 312. — Augmentation barémique forfaitaire au 1^{er} décembre 2008

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), modifié par le décret du 27 février 2003, notamment l'article 13;

Vu le décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française notamment les articles 31 et 38 à 43;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, modifié par les arrêtés du Gouvernement des 31 août 1998, 7 janvier 1999, 28 juin 1999, 23 novembre 2000, 18 décembre 2001, 19 décembre 2002, 13 février 2003, 17 juillet 2003, 18 février 2004 et 4 février 2005, 10 juin 2005, 13 octobre 2006, 1^{er} décembre 2006 et 1^{er} février 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 3 octobre 2002 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française, modifié par les arrêtés du Gouvernement des 4 février 2005, 18 février 2005, 10 juin 2005 et 5 septembre 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 3 juillet 2003 relatif au statut des Commissaires du Gouvernement à titre définitif auprès des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 17 décembre 2003 portant statut pécuniaire du personnel scientifique des établissements scientifiques de la Communauté française modifié par l'arrêté du 4 février 2005;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 octobre 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 novembre 2008;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 17 novembre 2008;

Vu le protocole n°375 du Comité de Secteur XVII, conclu le 5 décembre 2008;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 12 décembre 2008,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française*

Article 1^{er}. L'annexe 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française est modifiée comme suit :

1° dans les mentions des échelles de base des échelles du niveau 4 « Minimum », les montants de « 12.633,57 », « 13.034,16 », « 13.822,83 » et « 14.649,06 » sont respectivement remplacés par « 12.755,34 », « 13.155,93 », « 13.944,60 » et « 14.770,83 ».

2° dans les mentions des échelles de base des échelles du niveau 3 « Minimum », les montants de « 13.009,13 », « 13.184,38 », « 13.597,50 » et « 14.010,61 » sont respectivement remplacés par « 13.130,90 », « 13.306,15 », « 13.719,27 » et « 14.132,38 ».

3° dans les mentions des échelles de base des échelles du niveau 2 « Minimum », les montants de « 13.910,46 », « 14.210,61 », « 14.510,76 » et « 15.111,36 » sont respectivement remplacés par « 14.032,23 », « 14.332,38 », « 14.632,53 » et « 15.233,13 ».

4° dans les mentions des échelles de base des échelles du niveau 2+ « Minimum », les montants de « 15.381,73 », « 15.982,63 », « 16.596,04 » et « 17.209,46 » sont respectivement remplacés par « 15.503,50 », « 16.104,40 », « 16.717,81 » et « 17.331,23 ».

5° dans les mentions des échelles de base des échelles du niveau 1 « Minimum », les montants de « 20.970,97 », « 22.385,57 », « 24.038,03 » et « 25.677,97 » sont respectivement remplacés par « 21.092,74 », « 22.507,34 », « 24.159,80 » et « 25.799,74 ».

6° dans les mentions des échelles de promotion des échelles du niveau 1 « Minimum », les montants de « 28.682,44 », « 30.347,41 », « 36.519,10 », « 37.770,96 », « 39.498,53 », « 46.997,18 », « 49.513,43 » et « 52.029,67 » sont respectivement remplacés par « 28.804,21 », « 30.469,18 », « 36.640,87 », « 37.892,73 », « 39.620,30 », « 47.118,95 », « 49.635,20 » et « 52.151,44 ».

Art. 2. Les mentions contenues à l'annexe V du même arrêté sont remplacées par les mentions contenues à l'annexe 1^{re} du présent arrêté.

Art. 3. Dans l'annexe VI du même arrêté les mentions des échelles « Minimum », les montants de « 16.238,04 », « 15.662,17 », « 15.638,04 », « 15.062,17 », « 15.062,17 », « 15.209,14 », « 16.589,46 », « 22.573,36 » et « 16.589,46 » sont respectivement remplacés par « 16.359,81 », « 15.783,94 », « 15.759,81 », « 15.183,94 », « 15.183,94 », « 15.330,91 », « 16.711,23 », « 22.695,13 » et « 16.711,23 ».

CHAPITRE II. — *Disposition modificative de l'arrêté du Gouvernement du 3 octobre 2002 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française*

Art. 4. L'article 34 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 octobre 2002 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles de l'Information et de la Communication de la Communauté française est modifié comme suit :

1° à l'alinéa 1^{er}, dans les mentions des échelles de base des échelles du niveau 2+ et des échelles du niveau 1 « Minimum », les montants de « 16.561,29 », « 17.237,29 », « 18.017,38 », « 18.617,47 », « 23.546,68 », « 25.138,10 », « 26.997,12 », « 28.842,06 », « 42.446,67 » et « 43.381,80 » sont respectivement remplacés par « 16.683,06 », « 17.359,06 », « 18.139,15 », « 18.739,24 », « 23.668,45 », « 25.259,87 », « 27.118,89 », « 28.963,83 », « 42.568,44 » et « 43.503,57 ».

2° à l'alinéa 2, dans les mentions des échelles des fonctionnaires généraux, les montants de « 40.765,31 », « 60.965,31 », « 50.865,31 » et « 71.065,31 » sont respectivement remplacés par « 40.887,08 », « 61.087,08 », « 50.987,08 » et « 71.187,08 ».

CHAPITRE III. — *Disposition modificative de l'arrêté du Gouvernement du 3 juillet 2003 relatif au statut des Commissaires du Gouvernement à titre définitif auprès des organismes d'intérêt publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française*

Art. 5. Au § 1^{er}, second alinéa de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juillet 2003 relatif au statut des Commissaires du Gouvernement à titre définitif auprès des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française, le montant de « 243,54 euros » est remplacé par « 365,31 euros ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement du 17 décembre 2003 portant statut pécuniaire du personnel scientifique des établissements scientifiques de la Communauté française*

Art. 6. L'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 portant statut pécuniaire du personnel scientifique des établissements scientifiques de la Communauté française, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3 L'échelle de chaque grade est fixée eu égard à son rang et selon les conditions fixées ci-après :

Rang A

1° Attaché : 21.089,41 - 3 annales de 691,13 - 11 biennales de 1293,08

2° Assistant : 25.994,23 - 3 annales de 624,26 - 10 biennales de 1092,43

3° Premier assistant : 29.115,45 - 3 annales de 624,26 - 9 biennales de 1092,43

Rang B

Chef de travaux : 29.962,56 - 11 biennales de 1293,08

Rang C

Chef de travaux agrégé : 30.453,01 - 14 biennales de 1337,72 »

Art. 7. L'article 17 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 17. L'échelle de chaque fonction dirigeante est fixée eu égard à son titre :

Directeur : 40.188,24 - 6 triennales dhlne 3344,15

Directeur scientifique : 34.318,01 - 8 triennales de 2452,35 »

Art. 8. L'article 26 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 26. Les agents qui ont été désignés ou nommés avant le 1^{er} octobre 1982, et qui sont entrés en service avant cette date, continuent de bénéficier des échelles de traitement suivantes :

Attaché : 23.081,04 - 3 annales de 624,26 - 8 biennales de 958,70

Assistant : 25.994,23 - 3 annales de 624,26 - 8 biennales de 1092,43 »

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} décembre 2008.

Art. 10. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 décembre 2008.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de la Fonction publique,
M. DAERDEN

Annexe I^e

Echelles de traitement transitoires à 100 %

1. Echelle 14/1	Minimum :	30.902,50
	Echelons :	14 (2) x 1357,77
2. Echelle 12/1	Minimum :	26.376,82
	Echelons :	3 (1) x 633,62
		11 (2) x 973,07
3. Echelle 11/3	Minimum :	23.208,79
	Echelons :	3 (1) x 633,62
		11 (2) x 973,07
4. Echelle 29/5	Minimum :	22.640,44
	Echelons :	3 (1) x 272,44
		1 (2) x 272,41
		1 (2) x 363,12
		2 (2) x 726,23
		11 (2) x 635,50
5. Echelle 29/4	Minimum :	21.551,18
	Echelons :	3 (1) x 544,71
		12 (2) x 726,23
6. Echelle 29/3	Minimum :	22.393,75
	Echelons :	1 (1) x 317,68
		2 (1) x 544,69
		13 (2) x 590,11
7. Echelle 29/2	Minimum :	21.732,64
	Echelons :	3 (1) x 272,44
		1 (2) x 272,46
		1 (2) x 363,07
		2 (2) x 726,23
		10 (2) x 635,50
8. Echelle 29/1	Minimum :	21.278,74
	Echelons :	1 (1) x 317,71
		2 (1) x 544,69
		13 (2) x 590,11
9. Echelle 28/9	Minimum :	18.782,15
	Echelons :	3 (1) x 272,44
		1 (2) x 272,44
		1 (2) x 363,10
		2 (2) x 726,23
		10 (2) x 635,50
10. Echelle 28/8	Minimum :	19.417,65
	Echelons :	3 (1) x 272,44
		1 (2) x 272,44
		1 (2) x 363,10
		2 (2) x 726,23
		10 (2) x 635,50
11. Echelle 28/7	Minimum :	18.888,18
	Echelons :	3 (1) x 544,71
		12 (2) x 726,23

12. Echelle 28/5	Minimum :	20.779,44
	Echelons :	1 (1) x 317,62
		2 (1) x 544,71
		12 (2) x 590,11
13. Echelle 28/4	Minimum :	20.552,49
	Echelons :	1 (1) x 317,68
		2 (1) x 544,74
		10 (2) x 544,74
		2 (2) x 544,69
14. Echelle 28/3	Minimum :	20.280,05
	Echelons :	3 (1) x 317,68
		12 (2) x 544,74
15. Echelle 28/2	Minimum :	19.236,10
	Echelons :	3 (1) x 272,44
		1 (2) x 272,44
		1 (2) x 363,10
		2 (2) x 726,23
		10 (2) x 635,50
16. Echelle 28/1	Minimum :	18.509,79
	Echelons :	3 (1) x 272,44
		1 (2) x 272,44
		1 (2) x 363,12
		2 (2) x 726,23
		10 (2) x 635,50
17. Echelle 27/3	Minimum :	18.403,88
	Echelons :	3 (1) x 317,68
		1 (2) x 544,66
		11 (2) x 544,74
18. Echelle 27/2	Minimum :	17.148,09
	Echelons :	3 (1) x 272,44
		1 (2) x 272,44
		1 (2) x 363,10
		1 (2) x 726,23
		1 (2) x 726,21
		9 (2) x 635,50
19. Echelle 26/8	Minimum :	15.922,53
	Echelons :	3 (1) x 272,44
		1 (2) x 272,44
		1 (2) x 363,10
		2 (2) x 726,23
		9 (2) x 635,50
20. Echelle 26/7	Minimum :	17.148,09
	Echelons :	3 (1) x 272,44
		1 (2) x 272,41
		1 (2) x 363,10
		2 (2) x 726,23
		9 (2) x 635,50

21. Echelle 26/4	Minimum :	16.013,28
	Echelons :	3 (1) x 272,44
		1 (2) x 272,44
		1 (2) x 363,10
		2 (2) x 726,23
		9 (2) x 635,50
22. Echelle 25/6	Minimum :	21.551,18
	Echelons :	3 (1) x 544,74
		12 (2) x 726,23
23. Echelle 25/3	Minimum :	22.640,44
	Echelons :	3 (1) x 272,44
		1 (2) x 272,44
		1 (2) x 363,10
		2 (2) x 726,23
		10 (2) x 635,50
24. Echelle 25/2	Minimum :	21.732,64
	Echelons :	3 (1) x 272,44
		1 (2) x 272,44
		1 (2) x 363,10
		2 (2) x 726,23
		10 (2) x 635,50
25. Echelle 25/1	Minimum :	20.729,45
	Echelons :	3 (1) x 272,44
		1 (2) x 272,44
		1 (2) x 363,10
		2 (2) x 726,23
		10 (2) x 635,50
26. Echelle 24/8	Minimum :	18.888,18
	Echelons :	3 (1) x 544,74
		12 (2) x 726,23
27. Echelle 24/C	Minimum :	19.463,04
	Echelons :	3 (1) x 272,44
		1 (2) x 272,44
		1 (2) x 363,10
		2 (2) x 726,23
		11 (2) x 635,50
28. Echelle 24/3	Minimum :	19.236,10
	Echelons :	3 (1) x 272,44
		1 (2) x 272,44
		1 (2) x 363,10
		2 (2) x 726,23
		10 (2) x 635,50
29. Echelle 24/2	Minimum :	18.782,15
	Echelons :	3 (1) x 272,44
		1 (2) x 272,44
		1 (2) x 363,10
		2 (2) x 726,23
		10 (2) x 635,50

30. Echelle 24/1	Minimum :	18.509,79
	Echelons :	3 (1) x 272,44
		1 (2) x 272,44
		1 (2) x 363,12
		2 (2) x 726,23
		10 (2) x 635,50
31. Echelle 23/2	Minimum :	17.738,20
	Echelons :	3 (1) x 272,44
		1 (2) x 272,44
		1 (2) x 363,10
		2 (2) x 726,23
		9 (2) x 635,50
32. Echelle 23/1	Minimum :	17.148,09
	Echelons :	3 (1) x 272,44
		1 (2) x 272,44
		1 (2) x 363,10
		1 (2) x 726,23
		1 (2) x 726,21
		9 (2) x 635,50
33. Echelle 22/4	Minimum :	16.013,28
	Echelons :	3 (1) x 272,44
		1 (2) x 272,44
		1 (2) x 363,10
		2 (2) x 726,23
		9 (2) x 635,50
34. Echelle 35/2	Minimum :	19.180,85
	Echelons :	3 (1) x 226,32
		4 (2) x 271,63
		10 (2) x 362,04
35. Echelle 35/1	Minimum :	16.163,68
	Echelons :	3 (1) x 226,32
		4 (2) x 271,63
		10 (2) x 362,04
36. Echelle 34/5	Minimum :	17.144,26
	Echelons :	3 (1) x 226,32
		4 (2) x 271,63
		10 (2) x 362,04
37. Echelle 34/4	Minimum :	16.510,65
	Echelons :	3 (1) x 226,32
		4 (2) x 271,63
		10 (2) x 362,04
38. Echelle 34/C	Minimum :	16.239,07
	Echelons :	3 (1) x 226,32
		4 (2) x 271,63
		9 (2) x 362,04
39. Echelle 34/3	Minimum :	15.877,03
	Echelons :	3 (1) x 226,32
		4 (2) x 271,63
		10 (2) x 362,04

40. Echelle 34/2	Minimum :	15.243,43
	Echelons :	3 (1) x 226,32 4 (2) x 271,63 10 (2) x 362,04
41. Echelle 34/1	Minimum :	14.609,85
	Echelons :	3 (1) x 226,32 4 (2) x 271,63 10 (2) x 362,04
42. Echelle 44/3	Minimum :	14.542,77
	Echelons :	3 (1) x 114,83 7 (2) x 156,56 5 (2) x 177,92
43. Echelle 44/1	Minimum :	14.241,07
	Echelons :	3 (1) x 114,83 7 (2) x 156,56 5 (2) x 177,92
44. Echelle 43/5	Minimum :	13.411,36
	Echelons :	3 (1) x 164,65 7 (2) x 156,56 5 (2) x 177,92

Vu pour être joint en annexe V à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant modification du régime pécuniaire des agents des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII en exécution du Protocole n° 312 - augmentation barémique forfaitaire au 1^{er} décembre 2008

Le Ministre de la Fonction publique,
M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 1088

[C - 2009/29127]

12 DECEMBER 2008. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en van de instellingen van openbaar nut die onder het Sectorcomité XVII ressorteren ter uitvoering van het protocol nr. 312. — Forfaitaire weddeverhoging op 1 december 2008

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), gewijzigd bij het decreet van 27 februari 2003, inzonderheid op artikel 13;

Gelet op het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, inzonderheid op de artikelen 31 en 38 tot 43;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

Gelet op het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van 31 augustus 1998, 7 januari 1999, 28 juni 1999, 23 november 2000, 18 december 2001, 19 december 2002, 13 februari 2003, 17 juli 2003, 18 februari 2004 en 4 februari 2005, 10 juni 2005, 13 oktober 2006, 1 december 2006 en 1 februari 2008;

Gelet op het besluit van de Regering van 3 oktober 2002 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van 4 februari 2005, 18 februari 2005, 10 juni 2005 en 5 september 2008;

Gelet op het besluit van de Regering van 3 juli 2003 betreffende het statuut van de vastbenoemde Regeringscommissarissen bij de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren;

Gelet op het besluit van de Regering van 17 december 2003 houdende het geldelijk statuut van het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van 4 februari 2005;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 oktober 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 21 november 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 17 november 2008;

Gelet op het protocol nr. 375 van het Sectorcomité XVII, gesloten op 5 december 2008;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 12 december 2008,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap*

Artikel 1. De bijlage 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap wordt gewijzigd als volgt :

1° in de vermeldingen van de basisschalen van de schalen van niveau 4 « Minimum », worden de bedragen « 12.633,57 », « 13.034,16 », « 13.822,83 » en « 14.649,06 » respectievelijk vervangen door « 12.755,34 », « 13.155,93 », « 13.944,60 » en « 14.770,83 ».

2° in de vermeldingen van de basisschalen van de schalen van niveau 3 « Minimum », worden de bedragen « 13.009,13 », « 13.184,38 », « 13.597,50 » en « 14.010,61 » respectievelijk vervangen door « 13.130,90 », « 13.306,15 », « 13.719,27 » en « 14.132,38 ».

3° in de vermeldingen van de basisschalen van de schalen van niveau 2 « Minimum », worden de bedragen « 13.910,46 », « 14.210,61 », « 14.510,76 » en « 15.111,36 » respectievelijk vervangen door « 14.032,23 », « 14.332,38 », « 14.632,53 » en « 15.233,13 ».

4° in de vermeldingen van de basisschalen van de schalen van niveau 2+ « Minimum », worden de bedragen « 15.381,73 », « 15.982,63 », « 16.596,04 » en « 17.209,46 » respectievelijk vervangen door « 15.503,50 », « 16.104,40 », « 16.717,81 » en « 17.331,23 ».

5° in de vermeldingen van de basisschalen van de schalen van niveau 1 « Minimum », worden de bedragen « 20.970,97 », « 22.385,57 », « 24.038,03 » en « 25.677,97 » respectievelijk vervangen door « 21.092,74 », « 22.507,34 », « 24.159,80 » en « 25.799,74 ».

6° in de vermeldingen van de bevorderingsschalen van de schalen van niveau 1 « Minimum », worden de bedragen « 28.682,44 », « 30.347,41 », « 36.519,10 », « 37.770,96 », « 39.498,53 », « 46.997,18 », « 49.513,43 » en « 52.029,67 » respectievelijk vervangen door « 28.804,21 », « 30.469,18 », « 36.640,87 », « 37.892,73 », « 39.620,30 », « 47.118,95 », « 49.635,20 » en « 52.151,44 ».

Art. 2. De vermeldingen in bijlage V van hetzelfde besluit worden vervangen door de vermeldingen in bijlage I van dit besluit.

Art. 3. In bijlage VI van hetzelfde besluit worden in de vermeldingen van de schalen " Minimum " de bedragen « 16.238,04 », « 15.662,17 », « 15.638,04 », « 15.062,17 », « 15.062,17 », « 15.209,14 », « 16.589,46 », « 22.573,36 » en « 16.589,46 » respectievelijk vervangen door « 16.359,81 », « 15.783,94 », « 15.759,81 », « 15.183,94 », « 15.183,94 », « 15.330,91 », « 16.711,23 », « 22.695,13 » en « 16.711,23 ».

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van 3 oktober 2002 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap*

Art. 4. Artikel 34 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 oktober 2002 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid, in de vermeldingen van de basisschalen van de schalen van niveau 2+ en de schalen van niveau 1 « Minimum », worden de bedragen « 16.561,29 », « 17.237,29 », « 18.017,38 », « 18.617,47 », « 23.546,68 », « 25.138,10 », « 26.997,12 », « 28.842,06 », « 42.446,67 » en « 43.381,80 » respectievelijk vervangen door « 16.683,06 », « 17.359,06 », « 18.139,15 », « 18.739,24 », « 23.668,45 », « 25.259,87 », « 27.118,89 », « 28.963,83 », « 42.568,44 » en « 43.503,57 ».

2° in het tweede lid, in de vermeldingen van de schalen van de ambtenaren-generaal, worden de volgende bedragen « 40.765,31 », « 60.965,31 », « 50.865,31 » en « 71.065,31 » respectievelijk vervangen door « 40.887,08 », « 61.087,08 », « 50.987,08 » en « 71.187,08 ».

HOOFDSTUK III. — *Bepaling tot wijziging van het besluit van de Regering van 3 juli 2003 betreffende het statuut van de vastbenoemde Regeringscommissarissen bij de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren*

Art. 5. In § 1, tweede lid van artikel 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 juli 2003 betreffende het statuut van de vastbenoemde Regeringscommissarissen bij de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, wordt het bedrag " 243,54 euro " vervangen door " 365,31 euro ".

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Regering van 17 december 2003 houdende het geldelijk statuut van het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap*

Art. 6. Artikel 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 houdende het geldelijk statuut van het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap, wordt vervangen als volgt :

« Art. 3. De schaal van elke graad wordt vastgesteld in functie van de rang en volgens de nadere regels hierna bepaald

Rang A

1° Attaché : 21.089,41 - 3 jaarlijkse verhogingen van 691,13 - 11 tweejaarlijkse verhogingen van 1293,08

2° Assistent : 25.994,23 - 3 jaarlijkse verhogingen van 624,26 - 10 tweejaarlijkse verhogingen van 1092,43

3° Eerste assistent : 29.115,45 - 3 jaarlijkse verhogingen van 624,26 - 9 tweejaarlijkse verhogingen van 1092,43

Rang B

Werkleider : 29.962,56 - 11 tweejaarlijkse verhogingen van 1293,08

Rang C

Geaggregeerde werkleider : 30.453,01 - 14 tweejaarlijkse verhogingen van 1337,72 »

Art. 7. Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 17. De schaal van elk leidend ambt wordt vastgesteld in functie van de hoedanigheid :

Directeur : 40.188,24 - 6 driejaarlijkse verhogingen van 3344,15;

Wetenschappelijk directeur : 34.318,01 - 8 driejaarlijkse verhogingen van 2 452,35 ”

Art. 8. Artikel 26 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 26 De ambtenaren die vóór 1 oktober 1982 aangewezen of benoemd werden, en die in dienst getreden zijn vóór deze datum, blijven de volgende weddeschalen genieten :

Attaché : 23.081,04 - 3 jaarlijkse verhogingen van 624,26 - 8 tweejaarlijkse verhogingen van 958,70

Assistent : 25.994,23 - 3 jaarlijkse verhogingen van 624,26 - 8 tweejaarlijkse verhogingen van 1092,43 »

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 1 december 2008.

Art. 10. De Minister van Ambtenarenzaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 december 2008.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Ambtenarenzaken,
M. DAERDEN

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 1089

[C - 2009/29111]

23 JANVIER 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant application du décret du 24 mars 2006 relatif à la mise en œuvre, la promotion et le renforcement des collaborations entre la Culture et l'Enseignement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 20;

Vu le décret du 24 mars 2006 relatif à la mise en œuvre, la promotion et le renforcement des collaborations entre la Culture et l'Enseignement, les articles 14, 16, § 1^{er}, 3^o et § 2, 17, § 2, 20, § 1^{er}, 3^o et § 2, 21, § 2, 26 et 30, § 2, alinéa 2;

Vu la proposition du Conseil de concertation du 21 novembre 2007;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 21 novembre 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 12 décembre 2008;

Vu l'avis n° 45.706/2 du Conseil d'Etat, donné le 14 janvier 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement obligatoire et de la Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Des dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par « les Ministres » : les Ministres du Gouvernement de la Communauté française chargés de l'Enseignement maternel, primaire et secondaire de plein exercice, ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, de la Culture et de l'Audiovisuel;

CHAPITRE II. — De l'appel à projets pour les collaborations durables

Art. 2. L'appel à projets pour les collaborations durables visé à l'article 14 du décret est communiqué chaque année par les Ministres sous forme d'une circulaire adressée pour le 15 janvier au plus tard aux pouvoirs organisateurs et aux chefs d'établissements d'enseignement concernés.

L'appel à projets est porté à la connaissance des opérateurs culturels visés à l'article 1^{er}, 2^o, du décret par sa mise en ligne sur les sites enseignement.be et culture-enseignement.cfwb.be du Ministère de la Communauté française.

Art. 3. La circulaire visée à l'article 2 rappelle les dispositions légales et réglementaires régissant les collaborations durables et reprend toutes les informations permettant aux établissements d'enseignement, opérateurs culturels et établissements d'enseignement partenaires de déposer leur(s) projet(s) sur base du modèle visé à l'article 4 pour le 1^{er} mars au plus tard.

CHAPITRE III. — Des descriptifs des projets de collaboration et des budgets prévisionnels

Art. 4. Le descriptif du projet et le budget prévisionnel pour les projets de collaboration durable visés à l'article 16, § 2, du décret sont établis sur base du modèle repris en annexe n°1 au présent arrêté.

Art. 5. Le descriptif du projet et le budget prévisionnel pour les projets de collaboration ponctuelle visés à l'article 20, § 2, du décret sont établis sur base du modèle repris en annexe n° 2 au présent arrêté.